

Une fois encore la question de la propriété de la terre fait des victimes parmi les paysans sans défense. Dans le cas ci-dessous de "La Cayetana", la sauvagerie de l'intervention policière est particulièrement notoire.

(Note DIAL - 22/01/75)

1- LES FAITS

1) Déprédations et profanation

Le vendredi 29 novembre 1974, à 15 H, trois camions chargés de gardes nationaux et de policiers au nombre d'environ soixante, accompagnés de neuf hommes en civil, arrivaient au village de La Cayetana, localisé dans la commune de León de Piedra, circonscription de San Vicente. Ils se mettaient aussitôt à terroriser les paysans qui revenaient des champs en les traitant de guérilleros et de voleurs, et en faisant feu de leurs armes automatiques, des G3 et des mitraillettes. Ils étaient aussi équipés d'un mortier de 51, de grenades à main et de bombes lacrymogènes.

Pendant ce temps, des gardes procédèrent à l'arrestation des paysans sur les lieux de travail, et d'autres se mirent à perquisitionner les maisons, à la recherche d'armes, disaient-ils. Ils occasionnèrent des dégâts, mangèrent les aliments qui étaient à la disposition de ces humbles familles dans leurs maisons, et volèrent le peu d'argent qui était en leur possession. Ils arrêtaient vingt-cinq hommes. Après les avoir rassemblés à l'Ermitage, dans une petite église de l'endroit, ils leur donnèrent l'ordre de se coucher la face contre terre et les obligèrent à ronfler. Ils leur sautaient dessus en chantant "Alleluia! Alléluia!", proféraient des blasphèmes et criaient: "Que Dieu vienne vous délivrer!"

Après s'être ainsi raillé d'eux, ils les firent se déshabiller complètement; dans cette tenue, ils en firent monter treize dans un camion, et les autres, ils les firent marcher sur la route, attachés et nus, pour les rendre à la liberté après avoir lancé des bombes lacrymogènes. Trois jours plus tard, les treize qui avaient été emmenés étaient à leur tour laissés en liberté.

2) Un crime atroce et bestial

En revenant de leur opération de pillage, les gardes et les policiers se trouvèrent face à face avec un groupe de travailleurs du village de Maria Auxiliadora, localisé dans la commune de León de Piedra, qui revenaient avec leurs charrettes à ramasser le café. En entendant les coups de feu, ces derniers furent pris de peur et coururent se mettre à l'abri dans la ferme de José Maria Clímaco (décédé à l'époque) où vit actuellement Mme Alicia Clímaco avec ses deux enfants en bas âge. Les forces de l'ordre se mirent à tirer dans le tas, provoquant ainsi la mort immédiate de six paysans: Diego Hernández, Jesús Morataya et son fils Benedicto Morataya, Jorge García, Miguel Angel Rodríguez et Hernán Hernández.

Des femmes qui venaient à leur rencontre se précipitèrent sur les victimes et furent sauvagement frappées par les gardes et les policiers. Parmi elles, il y avait la femme de Jesús Morataya et celle de Diego Hernández; elles prirent le corps de leur mari dans leurs bras, mais un soldat s'approcha et, avec son revolver, tira le coup de grâce.

3) Qui sont ces paysans et quelle est la situation à La Cayetana?

Il existe plusieurs haciendas dans la région. Les paysans sans terre louent quelques parcelles pour pouvoir faire leurs semailles. Ils ont amélioré la terre. D'après la loi sur le fermage, les propriétaires ne peuvent pas augmenter les prix. C'est pourtant ce qu'ils ont fait en élevant les loyers. Les paysans se sont refusés à payer les augmentations. La plupart du temps, les forces de police viennent sur place et se contentent de manoeuvres d'intimidation envers les paysans. Mais jamais jusqu'à ce jour, la police n'était venue en tel nombre et avec un tel armement.

2- PROTESTATION DE L'EVEQUE DU LIEU

Mgr Pedro Arnaldo Aparício y Quintanilla, évêque de San Vicente, fut informé des événements le lendemain par le curé de la paroisse, le P. David Rodriguez, accompagné de témoins qui racontèrent à l'évêque ce qui s'était passé.

Le même jour, les journaux régionaux publiaient un communiqué officiel du Ministère de la Défense. Il y était fait état d'une opération de surveillance organisée conjointement par les Forces de Sécurité: la patrouille était tombée dans une embuscade tendue par un groupe de paysans et le bilan de l'affrontement s'était soldé par un garde blessé et quatre paysans tués. On annonçait également que les cadavres avaient été identifiés par les autorités judiciaires locales.

C'était reconnaître ouvertement qu'il s'agissait d'une opération préméditée de la part des Forces de Sécurité, puisqu'elles-mêmes le faisaient savoir tout en dénaturant les faits.

L'évêque de San Vicente fit enregistrer les témoignages irréfutables des paysans qui avaient assisté aux événements. Il demanda audience auprès du président de la République et des autorités de l'Etat-major de l'Armée. Il ne l'obtint pas. Il fit alors parvenir au président de la République une copie de l'enregistrement des témoins des événements.

3- COMMUNIQUE DE Mgr APARÍCIO A SES DIOCESAINS

Suite au lamentable massacre de Tecoluca, au cours duquel le sang de paysans innocents a été répandu avec des accents de martyr, dans le style de la gestapo et de derrière le rideau de fer, en haine de la foi et de la justice,

1) nous ordonnons que le lundi 16 décembre prochain, à 17h, soit célébré dans toutes les paroisses un office solennel à la mémoire des innocentes victimes tombées le 29 novembre dernier au village de La Cayetana, circonscription de Tecoluca, et qu'à la fin de l'office on sonne les cloches des églises et chapelles pendant dix minutes en signe de deuil;

2) nous présentons aux familles éprouvées nos condoléances et l'ex-

pression de notre peine au nom du diocèse;

3) nous demandons à Dieu que le sang de ces martyrs soit l'occasion pour notre diocèse de bénédictions spéciales et augmente les vocations religieuses.

Fait à San Vicente, le 9 décembre de l'année du Seigneur 1974

Pedro Arnaldo Aparicio
évêque de San Vicente

4- DECLARATION DE LA CONFERENCE EPISCOPALE DE EL SALVADOR

Consternés par l'assassinat de six paysans sans défense et innocents qui a eu lieu dans le village de La Cayetana, circonscription de Tecoluca, le vendredi 29 novembre dernier, nous ne pouvons, comme évêques, garder le silence. Notre devoir pastoral nous fait une obligation de veiller à l'application des principes les plus élémentaires de la vie humaine, de défendre la religion et de soutenir les gens humbles et sans voix. Il est de notre devoir de dénoncer un événement aussi blâmable, symptomatique d'une société en voie de décadence morale et étrangère à l'Évangile.

Nous regrettons que la religion devienne un prétexte à l'assassinat de paysans, nos frères et nos fils. Nous protestons contre la violation flagrante des droits de l'homme, fondement de tout ordre social. Nous condamnons la violence comme solution aux problèmes nationaux de tout ordre.

Que Dieu accorde la résignation chrétienne aux familles qui ont perdu un être cher, le pardon aux responsables de ces crimes et le changement de mentalité de ceux qui penchent vers la violence.

San Salvador, le 10 décembre 1974
26e anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme

5- PROTESTATION DES PARTIS POLITIQUES

La Démocratie Chrétienne et le parti de l'Union Démocratique Nationale ont publié chacun de leur côté des déclarations dans les journaux régionaux, en publicité payante, pour dénoncer ce crime. La fraction démocrate-chrétienne de l'Assemblée a déposé une demande d'interpellation du ministre de la Défense. Mais l'opposition étant minoritaire au sein de l'Assemblée législative, la demande a été repoussée.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)